

ASSEMBLÉE NATIONALE

16 juin 2026

DROIT À L'AIDE À MOURIR - (N° 2915)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION

N° 312

AMENDEMENT

présenté par

Mme Mansouri, M. Fayssat, M. Emmanuel Taché, Mme Lechon, Mme Auzanot, Mme Joubert, M. Markowsky, M. Trébuchet, M. Vos, Mme Pollet, M. Michelet, Mme Sicard, M. Monnier, M. Casterman, M. Rambaud, M. Verny, M. Lenoir, M. David Magnier, Mme Laporte, M. Bentz, M. Bloch, Mme Besse et M. Le Bourgeois

ARTICLE 9

I. – Compléter la deuxième phrase de l'alinéa 4 par les mots :

« s'il existe un doute sérieux sur le caractère libre et éclairé de la volonté de la personne ou si une pression, contrainte ou influence indue est suspectée ; »

II. – En conséquence, supprimer les deux dernières phrases du même alinéa 4.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est indispensable que la mise en œuvre de toute procédure d'aide à mourir respecte pleinement les principes de transparence et d'encadrement juridique. Cette exigence vise à garantir que les décisions prises soient éclairées, volontaires et conformes aux normes protectrices prévues par la loi.

En particulier, le dispositif doit se situer dans le strict respect des dispositions de l'article 223-15-2 du code pénal, qui sanctionne l'abus de faiblesse. Cette précaution est essentielle pour protéger les personnes vulnérables contre toute forme de pression, d'influence indue ou d'exploitation de leur situation.

Le présent amendement rappelle ainsi la nécessité d'une procédure rigoureuse, documentée et contrôlable, afin d'assurer la légalité et la sécurité de l'ensemble des interventions, tout en préservant l'intégrité et la liberté de décision des personnes concernées.